Bernard RAVENEL, *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire (1960-1989)*

Paris, Éd. La Découverte, 2016, 280 pages

Matthieu Rémy

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11345>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.11345

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2017

Pagination : 535-536

ISBN : 9782814303256

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Matthieu Rémy, « Bernard RAVENEL, *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire (1960-1989)* », *Questions de communication* [En ligne], 31 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 26 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11345> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11345>

Bernard RAVENEL, *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire (1960-1989)*
Paris, Éd. La Découverte, 2016, 280 pages

On répugne parfois, dans le domaine de l'histoire culturelle, à étudier la politique partisane et ses rouages. Quiconque cherche à comprendre les années 60 et la manière dont elle inventa une certaine modernité culturelle ne peut cependant faire l'impasse sur le Parti socialiste unifié (PSU), parti de gauche révolutionnaire issu du refus qu'exprimèrent certains militants socialistes et communistes devant les compromissions de la guerre d'Algérie. Bernard Ravenel, ancien militant du PSU, a voulu poursuivre le travail engagé naguère par feu Marc Heurgon dans son *Histoire du PSU* dont il n'y eut qu'un seul tome aux éditions de La Découverte en 1994. Rendant hommage à son prédécesseur, il a construit une belle somme, lisible, sur un parti politique parfois difficile à suivre dans ses sinuosités, mais emblématique d'une certaine générosité intellectuelle en politique.

Car le PSU aime les intellectuels et ceux-ci le lui rendirent assez bien. Parmi ses fondateurs, on trouve des journalistes et des universitaires soucieux de se démarquer des deux composantes majeures du mouvement socialiste français, le Parti communiste français et la Section française de l'Internationale ouvrière, en rompant en particulier avec leur stratégie dévastatrice en matière de décolonisation. Parmi eux, le mathématicien Laurent Schwartz, mais aussi les journalistes Gilles Martinet et Claude Bourdet. On parle alors d'une « nouvelle gauche » et celle-ci enthousiasme la presse progressiste – où officient Gilles Martinet et Claude Bourdet – ainsi que les revues intellectuelles classées à gauche comme *Les Temps Modernes* ou *Esprit*. Un parti qui s'affirme « révolutionnaire, démocratique, laïque, indépendant, internationaliste » semble alors réaliser l'unité tant attendue entre marxistes hétérodoxes, chrétiens sociaux, socialistes écœurés par les manœuvres d'appareil de la SFIO, qui promettait la paix en Algérie lors de son arrivée au pouvoir en 1956 et qui ne fit que renforcer le processus de militarisation.

Si le PSU est emblématique d'un moment politique et intellectuel français, c'est aussi parce qu'il a joué le rôle de charnière entre deux époques pour la gauche, canalisant les efforts pour redéfinir un socialisme révolutionnaire qui ne soit ni affidé au stalinisme, ni sans cesse rejeté vers les compromis honteux de la prise de pouvoir gouvernemental. L'engagement contre la politique française menée en Algérie tout au long des années 50 sert alors de point de repère essentiel. Se

retrouvent au PSU tous ceux qui ont manifesté leur hostilité à la politique de répression contre les militants indépendantistes, ainsi que ceux qui dénoncent l'usage de la torture par l'armée française. Les articles de Claude Bourdet – ancien résistant et déporté –, qui avait parlé dès 1955 dans *France-Observateur* d'une « Gestapo en Algérie », ont été suivis par l'action de Pierre Vidal-Naquet – autre éminent intellectuel qui fut membre du PSU – à propos de l'affaire Audin. La publication du rapport Khrouchtchev, le vote des « pouvoirs spéciaux » au gouvernement Mollet par le PCF et les événements de Budapest détourneront définitivement une certaine gauche antitotalitaire des années 50 de la tentation communiste orthodoxe.

Le PSU, c'est ainsi l'invention délicate d'une vision politique et intellectuelle qui s'émancipe du cadre socio-culturel porté par ces communistes orthodoxes dans une France largement structurée et imaginée par ceux-ci dans l'après-guerre. Tout l'intérêt de l'ouvrage de Bernard Ravenel est de montrer comment depuis sa création en avril 1960, en pleine guerre d'Algérie, le PSU a tenté d'élaborer un imaginaire politique nouveau, à partir d'une analyse serrée de la société qui lui était contemporaine. On verra donc s'amorcer, dès la fin de la guerre d'Algérie, une réflexion critique sur la croissance économique, que synthétise ainsi l'auteur : « La modernisation capitaliste de la production permise par l'augmentation de la productivité, si elle a entraîné une certaine amélioration de la condition ouvrière et augmenté le niveau moyen de la consommation, a eu pour contrepartie l'accélération des cadences, l'accroissement de la mobilité, avec pour corollaire une montée du chômage plus ou moins temporaire. La concentration de la production entraîne l'entassement dans les banlieues dortoirs, le sacrifice des équipements collectifs, l'éloignement du lieu de travail. Le cercle infernal métro-boulot-dodo se met en place » (p. 28). Éloigné de certaines logiques de pouvoir, le PSU va s'atteler à une remise en cause du mirage des « Trente Glorieuses » en proposant une nouvelle grille d'analyse de la société.

Pour ce faire, le laboratoire d'idées de la « nouvelle gauche » s'attèle à façonner un nouveau vocabulaire politique pour les années 60 en proposant un « contre-plan » susceptible de servir d'assise à une critique du capitalisme engageant un éventuel gouvernement à subvertir l'esprit de l'économie de marché. Présenté à la fin de l'année 1964, alors que la SFIO amorce un rapprochement avec le PCF, ce « contre-plan » se voudra une révolution épistémologique : « Pour la première fois, un parti socialiste présente un programme de transition

qui se propose d'introduire et de développer des instruments de planification dans une économie de marché pour orienter dans une perspective explicitement socialiste, de manière consciente et organisée, à travers un contrôle démocratique, à la fois les investissements et la consommation. Ajouter la démocratie économique à la démocratie politique, c'est créer les conditions politiques et culturelles d'une transition vers une société conjuguant socialisme et liberté... Par ailleurs, ce document, en insistant sur la question du contrôle sur tous les mécanismes de financement du pays, démontre que le vrai pouvoir à vaincre pour ouvrir la voie au socialisme sera celui de la finance organisée » (p. 81).

Sincèrement engagé dans les combats les plus significatifs des années 60 (désarmement nucléaire avec Claude Bourdet, aide au Tiers-monde, droits des femmes avec notamment Colette Audry, Huguette Bouchardeau et Geneviève Rocard), le PSU obtient quelques réussites électorales et connaît son moment de plénitude en mai 68. Si l'on a gardé l'image d'un mouvement dont les partis politiques étaient écartés, Bernard Ravenel rappelle combien les militants du PSU furent impliqués dans la stratégie générale du mouvement, signalant que la Direction générale des renseignements généraux situait en juillet 1968, dans un rapport très documenté, le PSU comme « chef d'orchestre » du mouvement qui secoua durablement la France. Il est vrai particulièrement actif durant ce mois fatidique, le PSU aura même l'occasion de mettre sur orbite l'un de ses dirigeants, Pierre Mendès France, pour incarner l'alternative politique à gauche. Comme l'écrit l'auteur, son refus de prendre ses responsabilités précipitera la fin du mouvement et datera peut-être les débuts d'une perte d'influence pour un parti socialiste et révolutionnaire à la fois, confronté à des tensions entre son aile gauchiste et sa majorité.

L'histoire du PSU ne s'arrête évidemment pas en mai 68 et c'est, selon Bernard Ravenel, comme « le plus grand parti révolutionnaire d'Europe » qu'il s'élance dans les années 70, doté depuis 1967 d'une figure dirigeante séduisante en la personne de Michel Rocard. La question de l'autogestion va bientôt s'imposer dans le débat public, faisant de l'ombre au credo de la nationalisation qu'entonneront durant le programme commun les alliés du PCF et du Parti socialiste créé à l'occasion du congrès d'Épinay en 1969. D'autant que les événements sociaux finissent par donner raison au PSU, dont l'influence intellectuelle ne se dément pas : « S'il y eut un bonheur PSU, ce fut Lip. Tout ce sur quoi les militants avaient réfléchi et agi avec le plus de passion : quel pouvoir pour la classe ouvrière ? Quelle capacité

a-t-elle d'y parvenir ? Comment offrir une autre perspective, une autre image que celle du socialisme de l'Est ? Comment réaliser l'autogestion à partir du contrôle ouvrier tout en respectant strictement la démocratie et la transparence des décisions ? Comment en un mot passer du rêve forgé en Mai 68 à la réalité ? À toutes ces questions, les ouvriers de Lip ont collectivement et clairement répondu » (p. 235). Et c'est peut-être par cet événement à la fois social et culturel que fut Lip que le PSU reste en mémoire aujourd'hui, comme semble le suggérer Bernard Ravenel. Moment d'utopie concrète, Lip permit aussi de crédibiliser les propositions économiques du PSU, qui put ainsi jouer son rôle de trouble-fête jusqu'au bout, obligeant socialistes et communistes à ne s'allier qu'en se prononçant sur les idées qu'il mettait en avant.

Car c'est bien l'image qu'il faut garder du PSU dans cette histoire intellectuelle du deuxième xx^e siècle : une petite machine révolutionnaire qui, faute de peser réellement au plan électoral, réussit toujours à peser sur les débats idéologiques, jusqu'à réussir, par sa force de conviction, à structurer durablement l'imaginaire politique. Par son action sur le nucléaire et l'écologie en général, sur la politique internationale et le néo-colonialisme en particulier, le PSU a su faire vivre ses idées jusqu'à aujourd'hui, ce que ne manque pas de rappeler Bernard Ravenel dans un ouvrage précieux, militant – bien que perce une sourde volonté d'objectivité –, et qui participe à cette nouvelle historiographie de la politique contemporaine, centrée sur la question des pratiques politiques.

Matthieu Rémy

Lis, université de Lorraine, F-54000
matthieu.remy@univ-lorraine.fr

Agnès STEUCKARDT, dir., *Entre village et tranchées. L'écriture de Poilus ordinaires*

Uzès, Éd. Inclinaison, 2015, 456 pages

La Première Guerre mondiale suscite depuis un siècle, et davantage encore aujourd'hui dans le cadre du centenaire, une importante littérature. Ce lieu de recherche, d'abord circonscrit aux seuls historiens, est investi depuis une trentaine d'années par les autres disciplines des sciences humaines. L'ouvrage *Entre village et tranchées. L'écriture de poilus ordinaires*, dirigé par Agnès Steuckardt, professeure en sciences du langage, s'inscrit dans ce mouvement. Il est aussi le signe de la volonté de ne plus s'intéresser uniquement à la population lettrée, aux élites dont les écrits – et par conséquent les analyses –, comme ceux d'Henri Barbusse, Maurice Genevoix ou encore Jean